

26 août 2019 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Conférence de presse finale du Président de la République à l'issue du Sommet du G7 à Biarritz

Bonjour.

Je souhaitais, après la conférence de presse commune que nous avons donnée avec le Président TRUMP, au cours de laquelle nous avons pu exprimer quelques points importants, revenir plus en détails sur le G7, qui vient de se tenir. Je voulais d'abord, évidemment, remercier l'ensemble des chefs d'Etat et de gouvernement qui ont contribué à ces travaux depuis samedi soir. Au premier titre, tous les chefs d'Etat et de gouvernement membres du G7, mais aussi les chefs d'Etat que j'avais souhaité inviter, les quatre démocraties, si je puis dire, de bonne volonté, que nous avons associées à la séquence « biodiversité », pour partie Afrique et numérique ; et les puissances africaines qui étaient présentes autour de la table, ainsi que les organisations internationales et régionales qui ont participé à ce G7. Je veux avant tout insister, comme nous l'avons fait avec le Président TRUMP, sur la grande unité et l'esprit positif qui est sorti de ce G7. Cela ne veut pas dire que nous sommes tombés d'accord miraculeusement sur tout, mais cela veut dire qu'il y a beaucoup de lignes de force et d'accords qui se sont dégagés, y compris de situations qui n'étaient pas données. Et je pense que c'est un élément important, et c'est d'ailleurs ce à quoi servent ces événements et précisément, ces rassemblements de dirigeants. C'est leur utilité.

Ce G7 a été constitué de deux moments, comme nous l'avions voulu : une première phase durant laquelle les chefs d'Etat et de gouvernement du G7 stricto sensu ont pu échanger des vues stratégiques sur, à la fois, la situation de l'économie mondiale et les grandes crises, dans un esprit extrêmement informel et en dégagant des lignes de force extrêmement synthétiques. C'était un retour, si je puis dire, aux sources du G7, qui me semblait particulièrement important dans des moments de fébrilité, de tension, d'incertitude, où parfois, on crée de la tension avec un luxe de détails, parce qu'on ne se dit pas suffisamment les choses.

Je vais vous rendre compte de cette discussion. Elle a permis d'aboutir à une déclaration des chefs d'Etat et de gouvernement du G7, qui dans quelques instants, va vous être transmise et sera publiée, et qui tient en une page. Et donc, celle-ci, vous pourrez la lire, parce que je suis convaincu que jusqu'alors, peu d'entre vous ont lu des déclarations du G7 ou du G20. Pour en avoir négocié dans une vie antérieure, elles font 12 à 20 pages et elles sont assez techniques. Ce qui veut dire qu'on a eu beaucoup de débats, y compris techniques. Il y a eu un très gros travail des sherpas, des équipes, des ministériels. Les rendez-vous entre les ministres ont conduit à des textes beaucoup plus nourris et techniques, et c'est leur rôle, mais cette page-là, je l'ai écrite moi-même, à chaque fois après les séquences de discussion, pour refléter nos échanges. Elle n'était pas écrite avant. Elle a été distribuée aux dirigeants, et elle a été agréée par les dirigeants. Donc, c'est vraiment ce sur quoi nous sommes tombés d'accord, et ce sont les éléments de ce consensus très simples sur lesquels on a voulu exprimer une vision claire et forte d'accords.

Sur ce volet, et donc cette première partie du G7, nous avons eu une discussion sur le commerce international. C'était hier matin, et nous avons, à cette occasion, rappelé que le G7 est attaché à un commerce mondial ouvert et juste, et à la stabilité de l'économie mondiale. On a d'ailleurs demandé à nos ministres des Finances de pouvoir travailler sur les préconisations. Parce que quand on regarde l'environnement mondial, il y a plusieurs sources d'inquiétude qui peuvent apparaître, de l'instabilité, des ralentissements régionaux - en particulier, d'ailleurs, quand on regarde l'Europe - qui doivent nous conduire, d'une part à interroger notre modèle économique actuel - beaucoup, il y a encore quelques mois, écrivaient qu'on ne pouvait pas, dans un univers de taux d'intérêt si bas, avoir des développements économiques -, et d'autre part nous interroger sur les mécanismes de relance de la croissance que nous devons opérer. Et c'est une discussion, tout particulièrement, que les Européens doivent porter. Plus spécifiquement, vous le savez, il y avait des tensions sur les sujets commerciaux de taxation. Nous avons acté ensemble, je nous lis, de dire que le G7 veut changer en profondeur l'Organisation Mondiale du Commerce, afin d'être plus efficace dans la protection de la propriété intellectuelle, de régler plus rapidement les différends, et d'éradiquer les pratiques commerciales déloyales. Cela veut dire qu'il y a une discussion en cours, comme on le rappelait tout à l'heure, entre les Etats-Unis et la Chine, qui est très importante, mais il y a aussi une volonté de tous les membres du G7 d'avoir une organisation internationale plus efficace pour lutter contre ce qui, parfois nous a affaibli, ou ce qui a pu nous diviser. C'est un élément très important, parce que nous actons ainsi que pour nous, c'est l'essentiel de la réponse, et surtout, nous décidons de travailler ensemble pour le résoudre. Finie la naïveté qu'il y a parfois eu à l'égard de certains, mais finie aussi la volonté de régler le problème de manière simplement bilatérale. Il y a

vraiment un travail ensemble qui s'installe.

L'autre point, c'est que nous avons très clairement dit ensemble que le G7 s'engage à trouver un accord en 2020 pour simplifier les barrières réglementaires et moderniser la fiscalité internationale, dans le cadre de l'OCDE. Ce point-là, je l'ai détaillé tout à l'heure, dans la conférence de presse avec le Président TRUMP. Cela fait plusieurs années que nous défendons ce sujet. Nous avons aujourd'hui une fiscalité internationale qui, si je puis dire, a des trous - c'est normal, elle a été conçue à d'autres époques - et qui permet de l'optimisation fiscale, devenue inacceptable, par certains acteurs. Il y a quelques années, c'était ce qu'on appelait l'évasion de la base fiscale taxable. Vous avez peut-être entendu parler de ce processus, dit BEPS, de l'OCDE. Il y avait des grands groupes qui s'arrangeaient, qui transféraient les profits entre les pays pour mettre les profits dans les pays les moins taxés, ou qui n'étaient pas taxés, et qui ainsi, échappaient à une taxation des pays où ils avaient leurs activités. Comment a-t-on réglé ce problème et comment est-on en train de finir de le régler ? On a construit un accord à l'organisation, qui est l'OCDE, et nous avons défini cet accord dit BEPS, contre l'érosion des bases fiscales taxables, en bon français, et on a une action concertée. Nous voulons faire la même chose sur les activités qui échappent aujourd'hui à une taxation. Nous avons décidé ensemble de le faire, et c'est beaucoup plus efficace que la taxe française. Nous sommes arrivés à prendre cette taxe. Vous vous souvenez, pour les journalistes français qui sont dans cette salle, parce que nous avons mené le combat à l'OCDE, mené le combat au niveau européen. À un moment donné, de manière assez légitime, nos parlementaires, l'opinion publique, les journalistes nous ont dit : « d'accord, mais si vous perdez, que ferez-vous ? Alors, vous continuez de dire que l'on n'arrive pas à trouver un accord ? » Nous avons répondu "non". Si on n'arrive pas à mettre d'accord les autres, on va au moins le faire chez nous. Il y a une dizaine de pays qui sont en train de le faire. Ça crée une dynamique, qui parfois, implique des conflits, des malentendus, mais qui a montré que, de toute façon, nous étions décidés à avancer. Là, ce que l'on a acté, c'est qu'on va, ensemble, travailler pour cet accord en 2020. Il y a ensuite une discussion bilatérale, aussi, pour régler les sujets potentiels de taxation ou de tarifs qu'il peut y avoir en réaction ; pour dire : "dès que l'on trouve l'accord, on déduit la fiscalité française de cet accord, et puis, nous, on l'abandonnera". Parce que le but, c'est bien de trouver un accord international et d'avoir une taxe internationale.

C'est une avancée très importante, parce que nous n'avions jamais, au sein du G7, au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement, acté cela. Les ministres des Finances l'avaient acté à Chantilly ; nous, pas encore. Et c'est un point très important, parce que cela va éviter la division, et donc la destruction de valeurs. Je voulais insister sur ces points en matière économique, ils sont très importants, ce sont des éléments de court terme. Plus largement, j'essaierai de prendre des initiatives en ce sens dans les prochaines semaines. Il nous faut repenser quand même beaucoup nos dogmes économiques et financiers, parce que l'on voit que l'univers économique et financier dans lequel nous avançons est aux limites de la pensée contemporaine, et encore une fois, je crois qu'il nous faut quand même revisiter certains automatismes.

Ensuite, nous avons eu à la fois samedi soir et aujourd'hui, des discussions en format G7 très informelles sur les crises, les situations chaudes géopolitiques.

D'abord, sur l'Iran. Nous avons longuement parlé de ce sujet tout à l'heure, ensemble avec le Président TRUMP. Ce qui m'importe, c'est que l'on a, là aussi, dégagé ensemble nos deux objectifs ; cela a beaucoup de valeur. Nous avons dit que nous partageons pleinement deux objectifs : faire en sorte que l'Iran ne puisse jamais se doter de l'arme nucléaire, et favoriser la paix et la stabilité dans la région. Nous sommes tous d'accord là-dessus. Je ne reviens pas sur les initiatives que nous avons pu prendre. Je veux vraiment remercier le Président TRUMP - parce que dès la première discussion que nous avons eue samedi midi, il a été très clair sur les objectifs qui étaient les siens et sa volonté d'essayer de trouver un accord. Ensuite sur la clarté de l'échange qu'on a eu samedi soir, où il a pu préciser ce qu'il voulait : un accord plus long, plus clair, avec plus de sites vérifiés, plus protecteur. Et il a permis que nous puissions avancer, du coup, sur des initiatives en parallèle, ce qui a été fait par le ministre des Affaires étrangères, et par une discussion aussi, à part, qu'il y a eue entre le ministre des Finances et son homologue américain, sur des sujets techniques, et qui ont permis vraiment de réfléchir à cette situation plus largement.

Je veux aussi remercier la Chancelière MERKEL et le Premier ministre JOHNSON, parce que ce travail a été fait très étroitement avec eux deux, que nous associons constamment, parce que, comme vous le savez, nous sommes les trois pays européens signataires de ce JCPOA, et donc notre coordination est à mes yeux très importante. Nous avons constamment, évidemment, associé l'Allemagne et la Grande-Bretagne à ce travail et à ces initiatives. Je pense que tout n'est pas réglé. Il faut être très prudent, extrêmement humble. Mais il me semble que d'abord, nous avons su, à 7, dire clairement ce que nous recherchons tous ensemble : unité, clarté, apaisement. Ensuite, nous nous sommes parlés et, y compris sur les détails techniques, nous avons amorcé des discussions entre nous, pas avec l'Iran, mais entre nous déjà, sur ce point. Et puis, nous, Français, nous avons pu continuer à discuter avec l'Iran à la lumière de toutes ces avancées. Et enfin, on a pu obtenir un message positif sur les intentions, l'acceptabilité d'une rencontre, du côté américain comme du côté iranien, avec beaucoup de prudence à ce stade, mais avec le fait que, de part et d'autre, si une rencontre est utile dans le bon format, au bon moment, ils y sont prêts. Je crois que c'est très important. Donc, tout cela doit nous

conduire quand même, à court terme, à de la désescalade, et je l'espère, à la préparation d'une solution utile. En tout cas, nous allons continuer d'y travailler avec beaucoup d'humilité, mais cela n'aurait pas été possible sans, vraiment, cette clarté du Président américain et ce travail que nous avons fait, en particulier avec la Grande-Bretagne et l'Allemagne.

Je veux aussi remercier le Premier ministre ABE, qui a mené plusieurs initiatives à l'égard de l'Iran, et nous sommes très vigilants à ce que ces discussions se poursuivent. J'appellerai le Président ROHANI dans les prochaines heures. Les ministres parleront à leurs homologues également en ce sens.

Sur la Russie et la situation en Ukraine, nous avons eu, là aussi, une longue discussion. Nous avons acté, et c'est dans le texte très court que nous sortons, que nous réunirons en septembre une réunion des chefs d'Etat et de gouvernement en format Normandie. J'avais commencé cette discussion avec le Président POUTINE à Brégançon, il y a une semaine, quasiment heure pour heure, qui souhaitait aussi que l'on puisse avoir une telle réunion, et j'avais eu au téléphone le Président ZELENSKY - avec qui le ministre a pu échangé aussi pendant ce sommet - qui a confirmé cette intention. Parce que nous pensons que les conditions sont réunies pour avoir un sommet utile, au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement. Là aussi, c'est une situation que l'on connaît depuis plusieurs années, sur laquelle il faut rester vigilant et humble, mais il nous semble que, par les discussions des dernières semaines, nous pouvons avoir de vraies avancées concrètes. J'espère qu'elles se feront, d'ailleurs, pour certaines, dès les prochains jours, suite aux discussions que nous avons pu avoir. Mais qu'il s'agisse des sujets opérationnels sur les prisonniers, sur la ligne de front, comme sur la situation politique, nous allons nous attacher, avec la Chancelière, à proposer des dates très rapidement au Président ZELENSKY et au Président POUTINE.

Par contre, la discussion n'a pas permis de dégager un consensus sur l'invitation qui serait faite à la Russie de revenir autour de la table. C'était une très bonne discussion, mais vous savez que la règle implicite du G7, c'est que tout le monde soit d'accord, c'est l'unanimité, en particulier pour inviter un nouveau membre autour de la table. C'est la décision de la puissance invitante d'inviter un pays, mais à titre d'invité. Le passage de G7 à G8 doit être une décision unanime, et je crois qu'il y a eu une discussion qui a permis de dégager le fait que, tant que certaines situations - comme ce qui s'est passé au Royaume-Uni - et surtout tant que la crise ukrainienne n'est pas réglée, il n'est pas opportun d'officialiser un retour au G8. Ces discussions se poursuivraient, nous avons tous acté qu'il était important de parler à la Russie, parce qu'elle est au cœur de toutes les crises régionales. Ce que j'ai, au titre de la présidence du G7, initié lundi dernier, doit se poursuivre. Et d'ailleurs, avec la Chancelière MERKEL, nous aurons une discussion avec la Russie dans le sommet Normandie que j'évoquais, et nous la poursuivrons aussi sur la crise syrienne.

Nous avons ensuite parlé de la Libye. Sur ce sujet, nous avons eu une discussion dans un format plus large, c'est-à-dire les membres du G7, et nous y avons associé, lors de la session d'hier après-midi, les pays africains et les organisations régionales, ainsi que le Secrétaire général des Nations unies. Le message très clair qui ressort de nos discussions, qui a été longuement discuté, je vous le livre tel quel. C'est, d'une part, le soutien unanime des membres du G7, de l'Union africaine et des pays africains qui étaient là (Afrique du Sud, Egypte, Burkina Faso, Sénégal, et évidemment, du Président FAKI, comme du Secrétaire général des Nations unies). Et il est très clair également sur ce sujet, que l'ensemble des puissances européennes qui étaient autour de la table ont confirmé très clairement leur accord. Le Président KAGAME a également été associé à cette discussion et a participé à cet accord. Donc toutes les puissances invitées ont eu à s'exprimer et cela fait l'unanimité. Premièrement, nous soutenons une trêve en Libye qui puisse donner lieu à un cessez-le-feu durable. Deuxièmement, nous considérons que seule une solution politique permettra d'assurer la stabilité de la Libye. Troisièmement, nous appelons de nos vœux une conférence internationale bien préparée associant toutes les parties prenantes et tous les acteurs régionaux concernés par le conflit. Quatrièmement, nous soutenons le travail des Nations Unies et de l'Union africaine afin de mettre en place une conférence inter-libyenne. Ce qui veut dire très concrètement que tous les Etats présents — G7, pays africains, organisations régionales, Nations unies — avons décidé sans réserve de soutenir la trêve et un cessez-le-feu durable ; mais nous avons aussi décidé de soutenir la feuille de route présentée par le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies. C'est celle-ci qui propose une conférence internationale élargie impliquant toutes les parties prenantes de la région dans ce conflit. Nous souhaitons qu'elle puisse se faire dans les meilleurs délais et elle est maintenant à préparer et des réunions ont commencé à se tenir en particulier à Paris, à Berlin et continueront dans les prochaines semaines. Mais au-delà de ça, nous souhaitons aussi que l'Union africaine puisse pleinement se réinvestir en particulier dans la conférence inter-libyenne qui est à préparer. Là aussi le Secrétaire Général des Nations Unies et son représentant Monsieur SALAMEH ont fait un très gros travail, il est important d'associer pleinement l'Union africaine mais c'est ce double travail avec les puissances qui agissent depuis l'extérieur comme avec l'ensemble des parties prenantes libyennes qui peut nous conduire à un chemin positif et à un résultat. Nous avons évidemment évoqué également la question de la Syrie. Le secrétaire général des Nations Unies a pu nous présenter ce matin en détail la situation, les avancées. J'avais évidemment eu une très longue discussion avec le Président POUTINE sur ce point également lundi dernier. Il en ressort un message commun très clair du G7 de préoccupations sur la situation à Idlib et le rappel d'une exigence de protection des civils et des personnels humanitaires. Et nous sommes tous attachés évidemment à cette situation humanitaire. tous profondément préoccupés. tous aussi préoccupés au-delà de ce conflit de la situation

situation humanitaire, tous profondément préoccupés, tous aussi préoccupés de voir de ce comité de la création et de la protection indispensables à apporter à tous les travailleurs humanitaires, à tous les journalistes et à tous les défenseurs des droits. Car de manière croissante dans ces zones de conflit nous voyons ces humanitaires, ces défenseurs des droits de plus en plus menacés.

La question se pose donc tout particulièrement à Idlib où nous souhaitons réaffirmer de manière très claire un message de soutien à toutes les initiatives prises et aux Nations Unies. Il ne peut pas y avoir d'impunité en la matière et quelle que lutte que ce soit contre le terrorisme ou quelques groupements ne peut justifier le sacrifice de populations civiles et a fortiori d'enfants. Nous avons ensuite échangé sur la situation au Nord-Est, le Président TRUMP nous a exposé aussi les discussions en cours avec la Turquie et nous sommes tous très attachés à ce que cette zone-tampon puisse se maintenir, qui protège évidemment une partie de la population syrienne, en particulier des combattants rebelles, et qui est un élément de la stabilité. Et puis nous avons également apporté tout notre soutien au processus politique enclenché par le secrétaire général des Nations Unies. Celui-ci avait donné lieu à un soutien fort et important, vous vous en rappelez, l'année dernière lors du sommet dit d'Istanbul où l'Allemagne, la France, la Turquie, la Russie s'étaient réunis pour rapprocher deux processus, celui dit du small group et d'Astana pour veiller à ce que nous puissions tous ensemble soutenir ce processus onusien. Nous avançons sur ce point, nous sommes presque au moment d'obtenir un accord de tous sur la constitution du comité constitutionnel porté par les Nations Unies, et je veux saluer sur ce point le travail du secrétaire général des Nations Unies qui a résisté à toutes les pressions et est en train de finaliser celui-ci, il a eu un message de confiance sur ce point. C'est un élément essentiel parce que la stabilité durable de la Syrie ne pourra être trouvée, et là-dessus nous sommes tous d'accord aussi, que si nous savons assurer une Syrie pacifiée et plus inclusive, c'est-à-dire avec un comité constitutionnel qui peut travailler, avec des réformes qui permettront d'être proposées ensuite au vote des Syriens et avec des Syriens qui, vivant en Syrie ou en dehors de Syrie, pourront être pleinement associés au vote et décider de leur destin. Le retour des réfugiés ne pourra être quant à lui réglé que quand la sécurité de ces derniers dans leur pays d'origine pourra être assurée, et les échanges que j'ai pu avoir encore ces dernières semaines avec le HCR me l'ont confirmé.

Sur la Corée du Nord, nous avons eu également une discussion cet après-midi en format G7 et nous souhaitons rappeler l'attachement du G7 à une solution qui permette par la négociation la dénucléarisation complète, vérifiable et irréversible de la péninsule. Nous avons aussi évidemment souhaité rappeler, et le premier ministre ABE a justement attiré notre attention aussi sur l'importance de ce sujet, le plein respect des droits de l'homme et en particulier que le sujet des personnes enlevées soit traité et réglé. C'est un sujet important pour le Japon tout particulièrement mais pour nous tous. Là-dessus aussi le Président TRUMP a pu exposer les initiatives prises ces derniers mois et l'avancée des discussions avec le Président de Corée du Nord. Enfin nous avons échangé sur Hong Kong. Sur ce point nous avons acté aussi d'un message très clair : le G7 réaffirme l'existence et l'importance de la déclaration sino-britannique de 1984 sur Hong Kong et appelle à éviter les violences. Et sur ce point il était aussi important, tout particulièrement compte tenu aussi des accords qui ont été signés historiquement entre la Grande-Bretagne et la Chine, que ce qui a été acté entre ces deux puissances soit pleinement respecté et que la situation soit véritablement maintenue sous contrôle. Voilà les grands sujets stratégiques qui ont été évoqués dans ce format réduit.

Comme vous le savez j'avais ensuite souhaité mettre la lutte contre les inégalités au cœur de ce G7 et innover là aussi dans la méthode en associant, comme je vous le disais, des puissances démocratiques de bonne volonté, l'Afrique au cœur des débats — et c'est avec les pays africains que je citais que nous avons construit l'agenda et que nous avons bâti ces solutions — et évidemment les organisations internationales. Sur ce sujet je voulais très rapidement revenir sur quelques initiatives et là aussi vous tenir au courant. Lutter efficacement contre les inégalités contemporaines, c'est d'abord agir de manière efficace pour changer les règles de fonctionnement de l'économie de marché et des grands acteurs économiques. C'est ce que nous avons longuement discuté hier midi et sur ce point plusieurs initiatives sont à souligner.

L'initiative B for IG, Business for Inclusive Growth qui a été construite avec des acteurs économiques du secteur privé et qui a été présentée donc durant cette section et qui est la détermination et l'initiative autour de laquelle plusieurs acteurs, investisseurs, entreprises se sont engagés pour acter que l'entreprise n'était pas simplement un lieu où on produit des bénéfices pour les actionnaires mais bien un lieu qui a à se saisir des défis contemporains en matière climatique, d'égalité des sexes, d'inégalité, de partage de la valeur. Et autour de cette initiative les gouvernements ont pu échanger et les soutiennent pleinement. Nous avons pour la première fois aussi obtenu un texte commun de toutes les organisations internationales pour plus de coordination dans leur action contre les inégalités. C'est un sujet très important, j'avais eu l'occasion de l'évoquer lors du discours que j'avais fait à l'Organisation internationale du travail. C'est la cohérence de notre agenda global. Nous avons parfois tendance à défendre des positions quand nous sommes à l'OMC ou au FMI et à dire le contraire quand nous prenons des engagements climatiques ou quand nous sommes à l'OIT. Il est essentiel que toutes ces organisations qui travaillent en notre nom puissent se coordonner pour que nous ayons un agenda de croissance sociale et climatique. Parce que lutter contre les inégalités c'est d'abord un agenda de justice mais c'est aussi un agenda d'efficacité : lorsque l'inégalité s'installe entre pays cela crée des situations de déstabilisation, de guerres, de conflits ; lorsque l'inégalité s'installe au cœur des sociétés cela affaiblit la démocratie et cela rend instable la croissance même durable de nos sociétés. C'est dans ce contexte-là aussi

que nous avons décidé d'avancer sur un agenda volontariste en matière d'égalité femmes-hommes.

L'égalité de genre était aussi au cœur des discussions d'hier midi, le partenariat de Biarritz pour l'égalité a permis de tirer toutes les conclusions du très bon travail fait par le Conseil consultatif de l'égalité femmes-hommes que nous avons réuni suite à l'initiative de la présidence canadienne et qui a produit un rapport — que je vous invite d'ailleurs à regarder de près — en nous faisant plusieurs recommandations d'action, avec là aussi un engagement que les Etats ont pris d'adopter des mesures nationales pour améliorer l'égalité. C'est cette idée du bouquet législatif qu'ils nous ont proposé et ils ont détaillé d'ailleurs les meilleures pratiques dans chaque pays. Moi-même je me suis engagé d'ailleurs à m'inspirer de plusieurs pratiques, certaines américaines d'autres européennes, pour améliorer l'accès à l'entrepreneuriat des femmes. Mais c'est une initiative comme ça d'amélioration entre nous qui a été proposé. Plusieurs autres axes sont importants, en particulier le fait que nous devons développer massivement dans tous les pays en voie de développement l'accès des femmes aux droits fonciers. Je le dis parce que c'est un point très important pour aider à l'émancipation des femmes et des droits des femmes.

Dans beaucoup de pays, en particulier sur le continent africain, l'accès au foncier n'est pas égalitaire. Ne pas avoir accès au foncier dans beaucoup de ces pays c'est ne pas avoir accès derrière au crédit et à l'égalité des droits. Nous avons également lancé le Fonds pour les victimes de violence sexuelle qui a été présenté par les deux Prix Nobel et qui est porté donc par Madame MURAD et Monsieur MUKWEGE et qui est vraiment l'initiative, le travail d'une vie si je puis dire du docteur MUKWEGE. Et la France s'est engagée à verser 6,2 millions d'euros à ce fonds qui pourra ainsi dès le mois d'automne commencer son travail et donc pouvoir réparer physiquement, psychologiquement les femmes victimes de ces violences. Nous avons aussi dans ce cadre lancé l'initiative dite AFAWA qui est une initiative extrêmement importante pour soutenir l'entrepreneuriat féminin en Afrique, initiative qui a été pensée, initiée par Angélique KIDJO, portée par la Banque africaine de développement que notre présidence a voulu mettre en avant, conforter et pour laquelle nous avons levé donc 251 millions de dollars — la France s'engageant elle-même à 135 millions de dollars dans cette enveloppe — et qui fera l'illustration même de ce que j'évoquais c'est-à-dire avoir des structures financières qui permettent aux femmes africaines d'accéder au crédit et donc à l'entrepreneuriat. Car aujourd'hui en Afrique dans beaucoup d'endroits les femmes n'ont pas accès au crédit et donc ne peuvent tout simplement pas commencer une activité.

La lutte contre les inégalités c'est évidemment un agenda également climatique et nous l'avons évoqué hier et ce matin. Dans ce cadre-là nous avons évidemment avancé sur beaucoup de sujets. D'abord nous avons lancé dès le début de ce sommet une initiative sur l'Amazonie. Nous avons eu une très longue discussion dès samedi soir et nous avons ce matin présenté avec le Président PIÑERA l'initiative que nous lançons ensemble et la mobilisation. Je n'y reviendrai donc pas ici, je répondrai à vos questions si vous en avez mais nous avons eu une conférence de presse ad hoc sur ce sujet. Mais nous avons aussi, pour lutter contre ces inégalités climatiques et donc traiter de ce sujet du climat et de la biodiversité, pris plusieurs initiatives extrêmement concrètes et c'est dans cet esprit que nous avons voulu avancer, d'abord en mobilisant pour le sommet organisé par le Secrétaire général des Nations Unies au mois de septembre. Là-dessus nous nous sommes nous-mêmes beaucoup mobilisés pour aider à avoir des engagements financiers pour le Fonds vert, essentiel pour la stratégie financière de transition.

Comme vous le savez, la France avec la Jamaïque a été mandatée par le Secrétaire général des Nations Unies pour aider au financement et en particulier à l'aide que les pays développés doivent apporter aux pays en développement sur ce sujet. Nous avons trois pays qui ont annoncé leur doublement de contribution au Fonds vert : la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni. Ce G7 permet de mobiliser en tout près de 5 milliards de dollars en vue de sa reconstitution. C'est un point extrêmement là aussi important et qui était attendu par le Secrétaire général, donc c'est 4,8 milliards d'euros.

Sur le climat, nous avons également parlé de la biodiversité et nous avons adopté au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement présents, en format élargi c'est-à-dire ceux du G7 plus tous ceux qui étaient associés au G7, et donc je parle là aussi de pays aussi importants pour la biodiversité que l'Afrique du Sud, le Rwanda ou l'Inde pour n'en citer que quelques-uns, nous avons formellement adopté la Charte pour la biodiversité. C'est là véritablement une première. Vous vous souvenez sans doute il y a quelques mois que pour la première fois des experts internationaux avaient adopté un rapport sur la biodiversité, ce groupe qu'on appelle celui de l'IPBES qui est l'équivalent pour la biodiversité du GIEC pour le climat.

Cela avait donné lieu ensuite à une déclaration commune, un travail des ministres de l'environnement. Et bien au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement, pour la première fois à ce niveau de solennité, cette charte est adoptée. Elle doit maintenant si je puis dire rentrer dans les travaux pratiques et c'est ce que nous avons décidé ensemble. C'est un premier engagement historique et très important. Il nous faudra maintenant travailler sur des dates, des cibles et engager tout le monde de manière concrète sur cet agenda. Nos rendez-vous sur ce point seront le Congrès pour la nature à Marseille en juin 2020 et la COP biodiversité que présidera la Chine dans le deuxième semestre de l'année 2020 aussi, mais ce sont des éléments très importants sur ce point.

Enfin, nous avons avancé, au-delà du sujet amazonien que j'ai déjà évoqué, sur beaucoup de sujets très concrets et des coalitions concrètes d'acteurs. C'est ainsi que nous avons voulu avancer sur le sujet du climat et de la biodiversité. Nous savons les désaccords autour de la table, une déclaration pour savoir qui signe l'accord de Paris n'était pas très utile, vous en conviendrez. Par contre, c'est utile de voir comment se joue la dynamique et comment on arrive à enclencher tout le monde. Sur ce sujet, premier point, je le rappelais tout à l'heure lors de ma conférence avec le Président PIÑERA, nous continuons le travail sur l'accord de Paris. Cela ne concerne pas directement le G7, mais nous avons obtenu que les Russes enclenchent le processus d'approbation et de ratification.

Je pense qu'il sera finalisé dans les prochaines semaines. J'ai eu une très bonne discussion avec le Président POUTINE sur ce point. C'est une avancée majeure, majeure car cette ratification était bloquée depuis la signature. Ensuite, si on veut mettre en place les accords de Paris et avancer sur cet agenda, vous le savez, le cœur, c'est de rehausser nos engagements et donc d'aller sur l'engagement dit de neutralité carbone en 2050. C'est inclus dans la stratégie de l'accord de Paris, mais c'est une précision, on avait jusque-là surtout parlé de nos engagements pour 2030.

Nous avons, là-dessus, comme vous le savez, mené plusieurs initiatives. Au niveau européen, on était 2 il y a 6 mois avec les Pays-Bas. On était 8 en mai de cette année à Sibiu. On a élargi le club, on a presque tout le monde maintenant, et vous avez entendu la Présidente de la Commission européenne à venir, Madame VON DER LEYEN, qui soutient cet agenda, donc je pense qu'on arrivera à finaliser la réponse européenne, mais nous avons réussi à convaincre la Chine qui s'est enclenchée dans cette dynamique, en particulier lors des discussions que nous avons eu à Osaka et qui ont donné lieu à un texte entre nos deux ministres des Affaires étrangères, et nous avons, dans la coalition neutralité carbone lors de ce G7, eu d'autres pays qui se sont joints à nous, en particulier l'Inde. C'est une avancée majeure sur ce point.

Nous avons aussi avancé concrètement sur des agendas très pratiques, une coalition pour réduire les émissions de gaz dits HFC. Ces gaz qu'on trouve dans les climatiseurs, un peu sous-utilisés peut-être cet après-midi mais c'est une très bonne chose justement pour l'équilibre climatique puisque je nous vois souffrir collectivement, mais ces gaz dits HFC sont extraordinairement nocifs et avec des impacts en matière de réchauffement climatique bien pires que le CO2. Là-dessus, il fallait engager d'une part les acteurs industriels, mais aussi des pays très concernés comme l'Inde. C'est la coalition HFC que nous avons montée, avec un très gros travail ces derniers mois, et un engagement qui a été conclu jeudi soir lors de la visite du Premier ministre MODI, et qu'il a pu exprimer aujourd'hui.

De la même manière, un accord inédit a été trouvé en matière de transport maritime. Vous savez, c'est aussi un secteur qui émet beaucoup, et là-dessus, nous avons engagé, avec tous les acteurs de ce secteur, une vraie dynamique positive – je veux remercier tout particulièrement les armateurs français et le Cluster maritime français qui a été leader sur ce point – et on a ensuite convaincu de manière très large – et qui a pris un engagement très clair, avec plusieurs points qui ont été rappelés d'ailleurs il y a plusieurs jours par Monsieur PICARD et Monsieur SAADÉ à Paris – l'engagement de ne pas utiliser la route du Nord, ce qui est très important. Parce que la route du Nord elle sera et serait ouverte par le réchauffement climatique et la fonte des glaces. Si les transporteurs s'engagent à ne pas utiliser cette route, ils disent clairement : on ne fera pas de business sur les conséquences nocives du réchauffement climatique. Mais surtout, c'est un engagement mondial à un ralentissement de la vitesse, ce qui est une des mesures les plus efficaces pour pouvoir réduire les émissions. Et enfin, c'est aussi un engagement à innover et accroître les financements et pratiques innovantes qui sont bonnes pour cette transition.

Et puis, pour n'en citer qu'une et finir là-dessus, il y a aussi eu une coalition très importante en matière d'émissions sur le textile. Pour la première fois, plusieurs dizaines d'acteurs du secteur textile se sont engagés à réduire les émissions et les déchets de leur secteur. Je l'ai rappelé à plusieurs reprises, parce que c'est souvent absent de nos débats, le secteur textile est le deuxième plus polluant au monde après le secteur pétrolier. Il représente plus d'émissions que l'ensemble des vols internationaux et du transport maritime réunis, et il représente, selon les estimations, environ un tiers des déchets que nous retrouvons en mer. Il y a eu un engagement très fort qui a été porté par une coalition d'acteurs industriels de tous les continents pour changer les pratiques, favoriser les pratiques comme celles qui sont emblématiques sur cette montre du G7 que nous avons voulu parfaitement recyclable, s'impliquer dans les tissus et les matériaux recyclables, réduire les émissions, avoir aussi une économie plus circulaire et donc s'engager dans des initiatives très concrètes.

Voilà quelques points que je souhaitais avancer, mais pour vous dire que l'agenda climatique, au-delà, évidemment, de la question amazonienne, qui était au cœur de tous les sujets et de toutes nos discussions, a avancé sur tous ces points de manière importante. La lutte contre les inégalités, c'est aussi la santé. Nous en avons longuement parlé, mais juste d'un mot, nous avons évidemment utilisé aussi ce G7 pour en faire un point de rendez-vous avant la reconstitution du Fonds mondial que la France aura à organiser à Lyon au mois

d'octobre. Sur le Fonds mondial, c'est 4,6 milliards d'euros d'engagements qui ont pu être confirmés aujourd'hui en vue du rendez-vous d'octobre. Comptez sur moi, je maintiendrai la pression. Nous avons également longuement travaillé sur l'Afrique. C'était le cœur de la séquence d'hier après-midi. Je ne reviens pas sur les sujets les plus chauds et les crises, mais sur l'Afrique, nous avons surtout voulu acter d'une méthode du G7. On a parlé des crises avec les Africains, et moi j'y tenais beaucoup. On a parlé de Libye, on a parlé du Sahel, on a parlé de tous les sujets avec les Africains autour de la table. Nous avons, au-delà de cette discussion, acté une déclaration commune sur la Libye. Nous avons ensuite acté d'un partenariat commun pour la stabilité et la sécurité au Sahel, qui a été présenté hier après-midi avec la Chancelière MERKEL et le Président KABORÉ, qui était un point très important sur les sujets de sécurité. Nous avons acté de l'initiative AFAWA, dont je viens de vous parler, sur l'entrepreneuriat féminin, et je souhaite que nous puissions aussi adopter un partenariat stable et dans la durée associant plus concrètement l'Afrique et l'ensemble des puissances africaines pour qu'ils construisent avec nous cet agenda.

Enfin, nous avons ce matin également une discussion sur le numérique, parce que c'est un sujet essentiel de cet agenda en matière de lutte contre les inégalités et de préservation de nos démocraties. Il y a évidemment tout l'aspect positif, la création de valeur, les innovations qui sont permises par le numérique, dont nous avons longuement discuté et que nous accompagnons par des initiatives, des financements et que nous avons à traiter. Mais il y a aussi, en quelque sorte, des règles à créer pour le numérique et que nous devons créer ensemble. Il ne s'agit pas d'avoir un numérique qui soit surréglementé. Il s'agit simplement que le secteur numérique ne soit pas une jungle, une jungle économique, une jungle civique, et que lorsque nos citoyens sont en train d'échanger sur les réseaux sociaux, qu'ils aient les mêmes devoirs que dans la rue et les mêmes droits, que l'information puisse être aussi libre et protégée dans sa véracité et donc transparente, et que l'initiative économique soit juste. C'est pourquoi nous avons obtenu plusieurs avancées sur ce point, la signature, par les acteurs de l'internet, d'une charte pour un internet libre, sûr et ouvert pour protéger contre les contenus haineux. C'est la poursuite du travail que nous avons lancé au mois de mai dernier à Paris, avec l'appel dit de Christchurch. Rappelez-vous, au mois de mai, des acteurs du numérique de plusieurs pays se réunissaient pour justement lutter contre ces contenus haineux.

Nous avons formalisé un accord avec, pour la première fois, plusieurs plateformes anglo-saxonnes et européennes qui ont signé cet accord, avec une quasi-unanimité des États pour le soutenir, et nous continuons le travail. On a eu une très bonne discussion avec les États-Unis d'Amérique, qui, pour des sujets juridiques, n'ont pas pu formaliser un accord sur ce point, mais avec beaucoup d'avancées concrètes qui me rendent optimiste pour les prochaines semaines. Nous avons ensuite formalisé un soutien unanime, celui-ci au partenariat Information et démocratie, qui est, comme vous le savez, une initiative extrêmement importante qui a été lancée par Reporters sans frontières avec plusieurs partenaires, qui avait été présentée au premier forum de Paris en novembre dernier. Il y avait un très gros travail qui a été fait avec les acteurs économiques et les puissances qui étaient là. Il a été endossé et il y aura une signature formelle en marge de l'assemblée générale des Nations unies au mois de septembre. Nous avons passé une étape supplémentaire, après nos conclusions de l'année dernière, pour mettre en place un partenariat mondial pour l'intelligence artificielle. Il sera basé à Paris, à l'OCDE, avec un lien privilégié avec le Canada qui, avec nous, s'est beaucoup saisi de ce sujet, et plusieurs groupes de travail qui seront aussi tenus au Canada en partenariat étroit avec la France. Voilà l'essentiel des sujets que je souhaitais rapporter au titre de la présidence de ce G7, de la manière la plus transparente et précise qui soit, et donc pardon d'avoir été peut-être un peu exhaustif, mais je pense que c'était ce que j'avais promis à mes collègues, et c'était la condition aussi pour avoir un document à 7 le plus complet, le plus clair et le plus synthétique, c'est celui qui est en train d'être diffusé.

Je voulais, en concluant, évidemment, remercier l'ensemble des parties prenantes et donc tous les chefs d'État et de gouvernement qui ont été ici présents, remercier aussi tout particulièrement, d'une part, le Premier ministre TRUDEAU, qui a assuré la présidence de ce G7 avant la France et avait permis beaucoup d'initiatives et d'avancées, et remercier le Président TRUMP qui aura à assurer la présidence l'année prochaine, il a annoncé il y a quelques instants qu'il le ferait à Miami, et qui a aussi permis d'avancer sur beaucoup de sujets avec beaucoup de volontarisme et des discussions extraordinairement productives que nous avons pu avoir tous les deux et autour de la table, à 7 ou plus. Je veux aussi ici remercier le Secrétariat Général de la Présidence française, qui a fait un énorme travail de sherpa, l'ensemble des équipes diplomatiques français qui ont vraiment beaucoup œuvré, les ministres et leurs équipes, parce que tout ça est un travail de l'ombre que vous n'avez pas forcément vu mais qui a pris des mois et beaucoup de nuits parmi ces mois à tout le monde, et en particulier toutes les équipes qui ont permis d'organiser tout cela, de créer ces lieux qui ont été appréciés par tous nos collègues, et d'organiser que tout se passe bien pour vous, pour l'ensemble des chefs d'État et de gouvernement. Merci, vraiment, au Secrétariat Général, à la task force, aux ministres, aux sherpas et à l'équipe de sherpas pour le travail formidable qui a été fait et l'efficacité dans laquelle tout cela s'est conduit.

J'ai aussi avoir un mot de remerciement pour la ville de Biarritz, ses habitants comme ses vacanciers, parce que nous avons évidemment bousculé le rythme habituel d'une fin de saison. J'irai dans quelques instants en mairie pour m'exprimer devant eux, à la fois les remercier et puis leur dire ce que nous ferons pour accompagner la ville et les commerçants, mais c'était important.

Et puis, je vais vous dire juste deux mots pour conclure. D'abord, il y aura un suivi de ce que je viens de vous dire, j'y tiens beaucoup, comme nous le faisons pour le One Planet Summit et tout ce sur quoi je m'engage. Nous allons préciser cela dans les prochains jours, mais nous allons mettre en place un suivi indépendant de tous les engagements pris. En impliquant des ONG, des acteurs du secteur privé, on va mettre en place un processus, là aussi, que je veux inédit, d'accountability, comme on dit en bon français, de responsabilité et de rendez-vous de résultats parce qu'il y a des annonces qui sont faites, c'est très bien, mais il faut que tout soit au rendez-vous et que ça arrive dans la vraie vie des vraies gens et que tout le monde le fasse vraiment, et nous aussi les premiers. Je m'engage à suivre ce processus de suivi indépendant.

Enfin, je voulais dire qu'on a essayé, lors de ce sommet, de faire aussi, de manière très concrète, ce qu'on a dit. Je pense que ce sommet de Biarritz 2019 restera comme l'un des moins chers de l'histoire, si ce n'est le moins cher. En tout cas, il est 10 fois moins, si ce n'est plus, que le sommet précédent. J'ai regardé par rapport aux chiffres du dernier G7, que la France avait organisé à Deauville en 2011. Nous avions 40 millions d'euros votés, 31 millions dépensés. Nous avons, cette fois-ci, 36,4 millions votés, et 21 millions d'euros ont été dépensés. C'est donc un sommet économe par rapport à tous les standards, économe par rapport à nos propres pratiques, parce que nous l'avons voulu aussi pleinement responsable, et c'est tout le travail qui a été fait par le Secrétariat général, l'ensemble des partenaires, des mécènes que je remercie, ce qui a permis une labellisation, c'est une première. C'est un sommet qui a été labellisé en matière d'égalité femmes hommes et labellisé en matière d'éco-responsabilité. Et pour toutes les empreintes carbone qui étaient malheureusement inévitables, les avions qui arrivent, les voitures qui bougent, etc., il y a un plan qui a été mis en place sur 30 ans pour compenser cet impact avec le financement d'initiatives avec les communes voisines, de manière très concrète, très suivie et labellisée par Afnor. Je voulais le dire de manière très empirique à l'issue d'un compte-rendu très exhaustif, parce que, nous aussi, on essaie de changer, et je pense que pour nos concitoyens, ces sommets, j'espère qu'ils le mesurent, ils doivent comprendre que ce sont des sommets utiles parce qu'ils permettent d'avancer sur des choses. On essaie de les rendre le plus utile possible, il y a des initiatives concrètes, mais ils sont d'autant plus utiles lorsqu'on agit comme on dit. C'est, je crois, ce que l'on a tous essayé de faire lors de ce sommet.